



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-18783>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91**

Annonce n° **26-18783**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Forme juridique de l'acheteur : Autorité régionale

Activité du pouvoir adjudicateur : Logement et équipements collectifs

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Réalisation d'études réglementaires Air et santé / Bruit / Vibrations et assistance à maîtrise d'ouvrage associée (3 lots)

Description : Réalisation d'études réglementaires Air et santé / Bruit / Vibrations et assistance à maîtrise d'ouvrage associée (3 lots). L'accord-cadre concerné par la présente consultation concerne des prestations de réalisation d'études relatives aux thématiques air, bruit et vibrations, dans le cadre des projets d'infrastructures et de bâtiments d'Ile-de-France Mobilités, pendant les phases de conception, travaux et/ou exploitation, ainsi que des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage associées. Ces prestations seront réalisées notamment dans le cas où elles ne seraient pas déjà prévues dans les marchés de conduite d'opération ou de maîtrise d'oeuvre des projets d'infrastructures et de bâtiments. Les prestations du présent marché consistent pour l'essentiel en la réalisation : d'études réglementaires, notamment la production des volets associées dans le cadre des études d'impact ; de bilan Ex Post (ou bilan LOTI) ; d'expertises techniques. Un projet est défini comme le linéaire ainsi que l'ensemble des ouvrages constitutifs de la ligne, y compris les sites de maintenance ou les ouvrages spéciaux qui peuvent y être attachés.

Identifiant de la procédure : bf83b6a8-6e86-4380-abbd-47aab29e965c

Identifiant interne : 2025-122

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

Principales caractéristiques de la procédure : Il s'agit d'un appel d'offres ouvert. L'accord-cadre est mono attributaire. le candidat doit présenter une offre pour chaque lot concerné. Il n'y a pas de restriction à l'attribution des lots.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 90731000 Services liés à la pollution atmosphérique

Nomenclature supplémentaire (cpv): 90742000 Services liés à la pollution sonore

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71335000 Études techniques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71356200 Services d'assistance technique

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71313100 Services de conseil en matière de lutte contre le bruit

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Il s'agit d'un accord-cadre alloti. Les trois lots sont mono attributaires et s'exécutent chacun par l'émission de bons de commande. Chaque lot a une durée de 12 mois, reconductible trois fois. La durée de chaque lot ne dépasse pas 48 mois toutes périodes comprises. Chaque lot étant à prix unitaires, il sera conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 500 000 Euros HT pour la première période de 12 mois. La reconduction du marché s'effectue pour la même durée et les mêmes montants.

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 3

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 3

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Lot 1 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Air et santé »

Description : Lot 1 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Air et santé »

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 90731000 Services liés à la pollution atmosphérique

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71335000 Études techniques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71356200 Services d'assistance technique

Options :

Description des options : Le lot est d'une durée de 12 mois reconductible trois fois maximum.

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Le lot 1 est un accord-cadre à bon de commande sans montant minimum et d'un montant maximum de 500 000 Euros pour la première période de 12 mois. Cette durée est reconductible trois fois maximum selon les mêmes conditions. Le délai d'exécution des prestations sont prévus au CCTP ou, à défaut sont fixés par chaque bon de commande.

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La reconduction des périodes contractuelles peut être anticipée, comme prévu au CCAP.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Situation juridique : Réponse par DUME ou Formulaires DC1 et DC2 accompagnés des justificatifs suivants : déclaration sur l'honneur (si non complété dans le formulaire DC1) justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Capacités économiques et financières : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, le cas échéant). Minimum de capacité requis : le candidat individuel ou le groupement dans son ensemble devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel minimum égal à 750 000 € HT au cours de chacun des trois derniers exercices disponibles. Attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels.

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Pour le lot 1, le candidat devra disposer des compétences suivantes : Connaissance des attentes réglementaires en matière de qualité de l'air, maîtrise de la réglementation air et des méthodes applicables aux études d'impact, production des volet « air et santé » des rapports études d'impact, expertise en pollution atmosphérique : inventaires d'émission, dispersion, transformation chimique, métrologie de la pollution atmosphérique et réalisation de campagnes de mesures et modélisation atmosphérique (type ADMS, AERMOD, SIRANE, CALPUFF...), compétence en métrologie de la qualité de l'air des polluants visés par la note du CEREMA de 2019 : passifs, actifs, préleveurs de particules, analyseurs en continue, maîtrise des méthodes d'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS), connaissances en toxicologie environnementale, calcul des indicateurs sanitaires et interprétation des risques pour les populations.

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Pour le lot 1 : le matériel nécessaire aux mesures de la qualité de l'air prévu dans le cadre du présent marché (Capteurs passifs, préleveurs actifs / automatiques, analyseurs en continu, etc.) ainsi que les moyens d'installation dans l'espace public (stations/mâts de mesure, etc.), les logiciels nécessaires à la réalisation des prestations, notamment les logiciels de modélisation et les logiciels SIG, l'accès à un laboratoire accrédité pour l'analyse des polluants mesurés.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 : Qualité technique de la proposition et méthodologie proposée pour la réalisation des prestations - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°1.

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 2 : Qualité des moyens humains - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°2.

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 3 : Prix - (40 / 100) Critère apprécié sur la base du montant global en euros TTC du détail quantitatif estimatif

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Garantie financière de l'avance : Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Date limite de réception des offres : 26/03/2026 à 13:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Montage financier : Le paiement d'une avance est prévue (Cf.CCAP). Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions prévues par le CCAP. Les règlements sont effectués par l'agent comptable d'Île-de-France Mobilités. Le délai global de paiement est de 30 jours, tel que prévu au décret 2013269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Recours possibles avant la signature du marché : Un référé précontractuel (art. L. 5511 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Recours possibles après la signature du marché : Un référé contractuel (art.L. 55113 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 5517 et suivants du Code de Justice Administrative. Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Lot 2 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Bruit »

Description : Lot 2 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Bruit »

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 90742000 Services liés à la pollution sonore

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71335000 Études techniques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71356000 Services techniques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71313100 Services de conseil en matière de lutte contre le bruit

Options :

Description des options : Le lot est d'une durée de 12 mois reconductible trois fois maximum.

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La reconduction des périodes contractuelles peut être anticipée, comme prévu au CCAP.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Situation juridique : Réponse par DUME ou Formulaires DC1 et DC2 accompagnés des justificatifs suivants : déclaration sur l'honneur (si non complété dans le formulaire DC1) justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Capacités économiques et financières : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début

d'activité de l'opérateur économique (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, le cas échéant). Minimum de capacité requis : le candidat individuel ou le groupement dans son ensemble devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel minimum égal à 750 000 € HT au cours de chacun des trois derniers exercices disponibles. Attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels.

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Pour le lot 2, le candidat devra disposer des compétences suivantes : Mesures acoustiques dans l'environnement, Étude d'impact acoustique dans l'environnement de sources sonores linéaires (routes, voies ferrées, etc.) et ponctuelles ; Maitrise de la réglementation acoustique dans l'environnement (liste non limitative), soit impact des infrastructures de transports créées ou modifiées, points noirs Bruit, bruit de voisinage, bruit des équipements (ventilation, escaliers mécaniques, sonorisation...), zones de calme, ICPE, loi LOM, bilans LOTI, dossier de bruit de chantier, etc.

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Pour le lot 2 : sonomètres de Classe 1 homologués par le LNE.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 : Qualité technique de la proposition et méthodologie proposée pour la réalisation des prestations - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°1.

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 2 : Qualité des moyens humains - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°2.

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 3 : Prix - (40 / 100) Critère apprécié sur la base du montant global en euros TTC du détail quantitatif estimatif

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 26/03/2026 à 13:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Montage financier : Le paiement d'une avance est prévue (Cf.CCAP). Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions prévues par le CCAP. Les règlements sont effectués par l'agent comptable d'Île-de-France Mobilités. Le délai global de paiement est de 30 jours, tel que prévu au décret 2013269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Recours possibles avant la signature du marché : Un référé précontractuel (art. L. 5511 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Recours possibles après la signature du marché : Un référé contractuel (art.L. 55113 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 5517 et suivants du Code de Justice

Administrative. Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Lot 3 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Vibrations »

Description : Lot 3 Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Réalisation d'études réglementaires sur la thématique « Vibrations »

Identifiant interne : 3

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71335000 Études techniques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71356200 Services d'assistance technique

Options :

Description des options : Le lot est d'une durée de 12 mois reconductible trois fois maximum.

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 3

Autres informations sur le renouvellement : La reconduction des périodes contractuelles peut être anticipée, comme prévu au CCAP.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,000,000 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Situation juridique : Réponse par DUME ou Formulaires DC1 et DC2 accompagnés des justificatifs suivants : déclaration sur l'honneur (si non complété dans le formulaire DC1) justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

Critère : Autres exigences économiques ou financières

Description : Capacités économiques et financières : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, le cas échéant). Minimum de capacité requis : le candidat individuel ou le groupement dans son ensemble devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel minimum égal à 750 000 € HT au cours de chacun des trois derniers exercices disponibles. Attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels.

Critère : Effectif moyen annuel

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Pour le lot 3, le candidat devra notamment disposer des compétences suivantes : expérience en impact vibratoire des infrastructures de transport, connaissance des attentes réglementaires en matière des enjeux vibrations, réalisation des volets vibratoires pour les infrastructures linéaires de transport, simulations vibratoires (exemples :

calculs de propagation à travers le terrain, calculs d'interaction roues-rails), mesures vibratoires et acoustiques (excitation dynamique, acquisition et traitement des signaux), mesures de rugosité de rails.

Critère : Outils, usines ou équipements techniques

Description : Pour le lot 3 : moyens de calcul (exemples : station de calcul, logiciel de simulations numériques, logiciel de traitement des données), moyens de mesure, dont excitateurs (exemples : masse instrumentée avec une jauge de force, excitateur électrodynamique à masse coulissante, camion de prospection sismique), systèmes d'acquisition, et capteurs (exemples : vélocimètres, accéléromètres, rugosimètre).

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 : Qualité technique de la proposition et méthodologie proposée pour la réalisation des prestations - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°1.

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 2 : Qualité des moyens humains - (30 / 100) Sur la base du respect des éléments demandés dans le mémoire technique n°2.

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 3 : Prix - (40 / 100) Critère apprécié sur la base du montant global en euros TTC du détail quantitatif estimatif

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Garantie financière de l'avance : Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Date limite de réception des offres : 26/03/2026 à 13:00

Date limite de validité de l'offre : 8 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Montage financier : Le paiement d'une avance est prévue (Cf.CCAP). Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions prévues par le CCAP. Les règlements sont effectués par l'agent comptable d'Île-de-France Mobilités. Le délai global de paiement est de 30 jours, tel que prévu au décret 2013269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 0

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : Recours possibles avant la signature du marché : Un référé précontractuel (art. L. 5511 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Recours possibles après la signature du marché : Un référé contractuel (art.L. 55113 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 5517 et suivants du Code de Justice Administrative. Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 39bis-41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : SABRINA.KORPAL@ILEDEFRANCE-MOBILITES.FR

Téléphone : 0187030805

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>

Profil de l'acheteur : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7, rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 83945c5f-0796-4bd1-943b-d2293abf023e - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 23/02/2026 à 15:46

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/02/2026